



MOUVEMENT SOCIAL

La solidarité, moteur de la lutte sociale

Les acteurs du mouvement social se sont retrouvés ce week-end sur la Fête de l'Humanité. Au cœur des préoccupations, la casse du Code du travail mais aussi le lancement d'un mouvement de solidarité avec les migrants.

Une standing ovation. Sur la scène du forum social de la Fête de l'Humanité, Olivier Leberquier s'avoue les applaudissements du public. Le délégué CGT, devenu directeur général de Scop TI, la coopérative née à la suite du combat exemplaire de quatre ans des ex-Fralib pour conserver leur outil de travail face au géant Unilever, est fier du chemin parcouru. « 1336 jours de luttes, des hauts, des bas, toujours debout ! » lance-t-il, heureux de venir présenter leur gamme de tisanes fabriquées à Gémenos (Bouches-du-Rhône) à partir de plantes aromatiques françaises.

Dans un climat social lourd, avec le rapport Combrexelle, annonceur du dynamitage du Code du travail par le gouvernement, la réussite des tisaniers est une bouffée d'air frais. Une source d'espoir pour les salariés mobilisés, comme ceux de la raffinerie Total de La Mède qui bataillent toujours pour éviter la suppression de 200 emplois.

Après quarante-huit jours de grève jusqu'en juillet, ils maintiennent la pression. Comme l'explique, Fablen Cros, secrétaire de la CGT de la raffinerie, « on n'y arrive

« NOUS, ON PARLE ET ON FAIT ! ON ACCUEILLE LES MIGRANTS ! » A LANCÉ PHILIPPE MARTINEZ, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CGT.

pas sans convergence des luttes.

Dans le département, on se bat déjà avec les Grands Moulins Maurét, la centrale thermique de Gardanne... Comme cela avait été le cas avec les Fralib ! »

La fraternité ne se cantonne pas au monde du travail. Impossible de rester les bras croisés face au drame humain des réfugiés fuyant la guerre vers l'Europe. Vendredi soir, lors de l'inauguration du forum social, Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, a annoncé une mobilisation d'ampleur du syndicat. « Il aura fallu cette image pour que les dirigeants s'occupent de cette question ! Nous, on parle

et on fait ! On accueille les migrants ! » Première pierre à l'édifice, le CCAS d'EDF a annoncé qu'il était prêt à héberger 120 réfugiés.

Salaires bloqués et parachutes dorés

Même si l'actualité est brûlante, ces élans de solidarité sont bien éloignés des préoccupations du patronat. Lors d'un débat sur la Sécurité sociale, Jean-François Pilliard, vice-président du Medef en charge des questions sociales, était obsédé par le niveau de cotisation. « 63 % de la Sécu est financée par les cotisations patronales, ça pose un problème de compétitivité ! » Dans la lignée du rapport Combrexelle, ouvrant une brèche vers la remise en cause des 35 heures, il a



LES LUTTES AU CŒUR DE LA FÊTE : OLIVIER LEBERQUIER (CI-DESSUS), EX-FRALIB, DONNE DE L'ESPOIR À TOUS LES SALARIÉS MOBILISÉS, COMME CEUX DE SANOFI.

estimé qu'il fallait emmener « l'emploi sur des durées plus larges ». Dans le public, les sifflets et les répliques n'ont pas tardé à fuser. Une étudiante de Sciences-Po lui rappelle que le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a été octroyé à des entreprises qui... n'embauchent pas. Un autre spectateur met sur le tapis les 24 milliards de fraude aux cotisations des sociétés qui pourraient servir à financer la Sécu. « Vos comptes d'apothicaire, vous pouvez les garder pour vous ! » tacle-t-il.

Denis Lalys, secrétaire de la fédération CGT des organismes sociaux, contre-attaque : « Même augmenter les salaires de 1 % ramènerait de l'argent pour la protection sociale. Ce qui a plombé la Sécu, ce sont

**« Ce qui a
plombé la Sécu,
ce sont aussi
les politiques
d'austérité. »**

DENIS LALYS SECRÉTAIRE
DE LA FÉDÉRATION CGT
DES ORGANISMES SOCIAUX

aussi les politiques d'austérité. »

Avec des revenus en berne pour les travailleurs, les parachutes dorés des patrons font l'effet d'une bombe. Les

13,7 millions de prime de départ de Michel Combes, ex-PDG d'Alcatel-Lucent, réduits, depuis la polémique, de moitié, sont dans les mémoires. Un deux poids, deux mesures que connaissent bien les employés de la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques). Depuis mars, ils sont en grève une heure par semaine pour exiger des hausses de salaires dignes de ce nom pour tout le personnel. « La rémunération d'un des dirigeants de la CPAM a été augmentée de 28 500 euros sur l'année, nous, nous avons obtenu 436 euros ! compare Nicolas Fleurentdidier, délégué syndical CGT, 10 % du personnel capte toutes les augmentations. »

Dans ce contexte d'offensives tous azimuts sur les droits des salariés, malgré la pluie tombant sur La Courneuve, les militants ont le moral regonflé. Prêts pour la mobilisation interprofessionnelle du 8 octobre à l'appel de la CGT, de la FSU et de Solidaires. ●

CÉCILE ROUSSEAU